

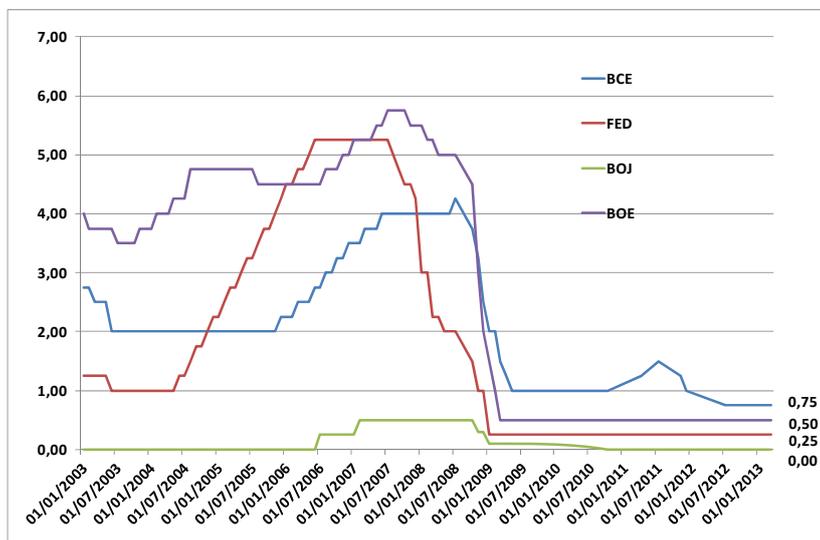
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 7 mars 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les données disponibles continuent d'indiquer que la faiblesse de l'activité dans la zone euro s'est poursuivie en début d'année, tout en confirmant globalement les signes d'une stabilisation d'un certain nombre d'indicateurs, à des niveaux faibles toutefois. Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans les secteurs public et privé continuera de peser sur l'économie. Une reprise progressive de l'activité devrait intervenir plus tard en 2013, à la faveur d'un raffermissement de la demande mondiale et de l'orientation accommodante de notre politique monétaire ». Le Président de la BCE a précisé que les projections macroéconomiques de croissance de mars 2013 ont été revues légèrement à la baisse par rapport à celles de décembre 2012. Les services de la BCE « prévoient une croissance annuelle moyenne du PIB en volume comprise entre -0,9 % et -0,1 % en 2013 et entre 0,0 % et 2,0 % en 2014 et une hausse annuelle de l'indice des prix comprise entre 1,2 % et 2,0 % pour 2013 et entre 0,6 % et 2,0 % pour 2014 ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 3 169 300 fin janvier 2013, en hausse de 1,4 % sur un mois en données CVS-CJO (+43 900 personnes). Sur un an, il augmente de 10,7 %. Cette hausse est en partie liée aux modifications des règles de gestion des radiations administratives. En l'absence de mise en œuvre de cette réforme le nombre de demandeurs d'emploi s'établirait à 3 148 200 en hausse de 0,7 % par rapport à fin décembre 2013 (+22 800 personnes).

Progression du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'établit à 11,9 % en janvier 2013 après 11,8 en décembre 2012. Il était de 10,8% en janvier 2012. Les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne et au Luxembourg (tous deux à 5,3 %) et aux Pays-Bas (6,0 %) et les plus élevés en Grèce (27,0 % en novembre 2012), en Espagne (26,2 %) et au Portugal (17,6 %).

Inflation

Recul des prix en France au mois de janvier

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,5 % en janvier 2012 et croît de 1,1 % sur un an. L'inflation sous-jacente s'élève à 0,8 % en glissement annuel. Le recul des prix au mois de janvier s'explique principalement par la baisse des prix des produits manufacturés en lien avec les soldes d'hiver.

Poursuite de la baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,8 % en février 2013 par Eurostat, en baisse de 0,2 point par rapport à janvier. Les prix de l'énergie progresseraient le plus fortement suivis par ceux de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac.

PIB

Contraction du PIB en France au quatrième trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume se replie de 0,3 % au 4^{ème} trimestre 2012 après +0,1 % au 3^{ème} trimestre. La croissance est nulle sur l'ensemble de l'année, après +1,7 % en 2011.

Recul du PIB de la zone euro

Le PIB de la zone euro se contracte de 0,6 % au 4^{ème} trimestre 2012 par rapport au 3^{ème} trimestre, selon les estimations d'Eurostat (après -0,1 % au trimestre précédent). Par rapport à la même période en 2011, le PIB corrigé des variations saisonnières recule de 0,9 %.

Asie/Pacifique

Embellie de l'économie japonaise sur fond de déflation

Le comité de politique monétaire de la banque centrale du Japon (BoJ) a décidé le 7 mars 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. La BoJ dont l'objectif d'inflation annuel est de 2 %, a maintenu son taux directeur au jour le jour dans la fourchette de 0 à 0,1%.

Haruhiko Kuroda sera le prochain gouverneur de la Banque du Japon, il prendra ses fonctions le 20 mars. D'après le ministère des Affaires intérieures la déflation aurait perduré en janvier. Les prix (hors produits périssables) ont de nouveau baissé de 0,2 % sur un an en liaison avec la forte concurrence entre fabricants notamment dans le secteur de l'électroménager et l'électronique dont le prix de certains produits baisse sensiblement sur un an : réfrigérateurs (-23,4 %), climatiseurs (-30,2 %) ou caméscopes (-46,1 %). En conséquence les perspectives de profits des firmes nippones s'amenuisent tout comme leurs dépenses en biens d'équipement qui se contractent de 8,7 % sur la même période d'après le ministère des Finances. Si l'investissement privé montre des signes de faiblesse, l'investissement public a en revanche continué de progresser et la production industrielle a cessé de se contracter. On constate également une amélioration de la consommation des ménages (+2,4 % sur un an) en liaison avec le meilleur moral des familles stimulé par le vote du plan de relance destiné à financer notamment les travaux publics.

Essoufflement de la reprise en Chine

En février l'indice PMI des directeurs d'achat, qui mesure la production manufacturière, s'établit à 50,1 (après 50,4 en janvier) soit son niveau le plus bas depuis cinq mois. Or il indique une contraction de l'activité en dessous de 50. Selon certains analystes ce chiffre serait la marque que la relance par les dépenses dans les infrastructures ne s'est pas étendue au reste de l'économie chinoise. Les investissements directs en Chine se contractent de 7,3 % en janvier après (-4,5 % en décembre 2012) et n'ont cessé de baisser depuis juin 2012 notamment dans les services et l'immobilier. Par ailleurs, certains indicateurs apparaissent en dessous des attentes des marchés. C'est le cas de la production industrielle chinoise et des ventes au détail qui ont progressé respectivement de 9,9% et de 12,3% sur un an en février. Enfin, le taux d'inflation annuel a atteint 3,2% en février, un plus haut de dix mois.

Actualités législatives

Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0087.asp>

L'Assemblée nationale a, le 19 février 2013, adopté le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Ce texte sera ensuite examiné par le Sénat à partir du 20 mars 2013.

Le projet de loi vise tout d'abord à séparer au sein des banques les activités utiles au financement de l'économie des activités spéculatives qui devront être cantonnées dans des filiales, de façon à protéger les dépôts de la clientèle. Il comporte des mesures de renforcement de la surveillance des activités de marché. Enfin, certaines activités ou produits seront purement et simplement interdits.

Le texte comporte par ailleurs des dispositions relatives à la mise en place d'un régime de résolution des crises bancaires, avec le renforcement des pouvoirs et des attributions de l'Autorité des contrôle prudentiel qui devient également une autorité de résolution des crises bancaires, et l'extension du rôle du fonds de garantie des dépôts.

Le texte comporte enfin des mesures de protection des consommateurs en matière bancaire (plafonnement des commissions d'intervention, « accessibilité » et « inclusion » bancaire, mesures d'amélioration et de simplification des procédures de surendettement) et assurantielle (assurance des emprunteurs et égalité Homme/Femme).

Décret n° 2013-174 du 27 février 2013 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

A l'instar de la métropole et des DOM, le plafond du livret A est portée à 22 950 euros à compter du 1^{er} mars 2013 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027114814&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id>

Décret n° 2013-183 du 28 février 2013 relatif aux obligations de vigilance en matière de services de paiement en ligne pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027123150>

Ce décret prévoit qu'un établissement de crédit ou un établissement de paiement qui fournit un service de paiement en ligne dispose de la possibilité de ne pas procéder à la vérification de l'identité de son client en relation d'affaires. La mise en œuvre de cette mesure de vigilance simplifiée nécessite qu'un certain nombre de conditions soient réunies (nature des services de paiement visés, exigences d'origine et de destination des fonds, plafonds de montant par opération et d'opérations cumulées).

2 – Actualité régionale

Aide au développement dans la région

Un nouvel accord de financement vient d'être signé entre le Consul général de Nouvelle-Zélande en Nouvelle-Calédonie, et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS), dans le but d'apporter un appui au développement des 22 Etats et Territoires insulaires membres de la CPS. Cette aide financière représente un montant total de 6,1 millions de dollars néo-zélandais qui sera affectée aux domaines suivants : pêche hauturière, pêche côtière, ressources terrestres, statistiques, îles et océan, et santé publique. Ce financement comprend la contribution statutaire annuelle de la Nouvelle-Zélande (qui représente près de la moitié des fonds).

Huitième conférence de pêche à la CPS

Le Secrétariat de la Communauté du Pacifique a organisé du 4 au 8 mars au siège de la CPS à Nouméa sa 8ème conférence qui regroupait les directeurs de pêche des états membres. Cette réunion a permis aux participants de débattre en présence d'experts des dispositions à mettre en place pour assurer une exploitation durable des ressources hauturières. Parmi les sujets inscrits à l'ordre du jour figuraient la gestion des pêches d'holothuries et la surexploitation du thon dans le Pacifique Sud. La surpêche du thon obèse et la mise en danger de cette ressource a été particulièrement pointée. Il a par ailleurs été souligné que le niveau des captures du thon dans la région Pacifique atteignait un niveau très élevé à 2,3 millions de tonnes en 2011.

3 – Brèves locales

Elections partielles du 17 mars 2013

Les électeurs de Wallis-et-Futuna sont appelés aux urnes le 17 mars pour la désignation d'un nouveau député. Le 25 janvier 2013, le Conseil constitutionnel avait en effet annulé l'élection du 17 juin 2012. Trois candidats se sont lancés dans la course à la députation : Mme Lauriane Vergé du parti socialiste républicain et citoyen (SRC), première femme à se présenter aux législatives à Wallis et Futuna, M. Napole Polutele, sans étiquette mais fortement soutenu par la droite locale et M. Mikaele Kulimoetoke pour le parti socialiste « Union pour Wallis et Futuna » (UPWF).

Parallèlement, des opérations de vote auront lieu dans la circonscription d'Alo à Futuna pour l'élection de 4 membres de l'Assemblée territoriale, faisant suite à l'annulation par le Conseil d'Etat le 19 décembre 2012, des élections territoriales issues de cette circonscription. Quatre sièges sont à pourvoir.

Réunion du comité de suivi du neuvième FED

La première réunion du comité de suivi du 9ème Fonds européen de développement (FED) territorial s'est tenue à la Préfecture le 19 février 2013, en présence du représentant de la Commission européenne (CE), M. Renato Mele, Chef des opérations de la Délégation régionale de l'UE pour le Pacifique à Fidji, et du gestionnaire des programmes au Bureau de la CE à Nouméa, M. Yves Horala. Les participants à cette réunion ont fait un point sur l'état d'avancement des différents projets financés par l'UE au titre du 9ème FED territorial (travaux de réfection des écoles, du port de

commerce de Mata'utu...etc.) Un total de 1,6 milliards de F CFP soit 80 % des paiements, ont été réalisés sur les crédits engagés au 31 décembre 2012.

Entrée en vigueur de l'accord annuel de modération sur les prix

L'accord annuel sur le « bouclier qualité-prix » est entré en vigueur sur le Territoire des îles Wallis-et-Futuna le 1er mars 2013, permettant ainsi une baisse moyenne de 10 à 13 % sur un panier de 11 produits de grande consommation. Ce dispositif prévu par la loi Lurel sur la régulation économique en Outre-mer, a été signé le 26 février entre le Préfet Michel Jean-Jean et les principaux acteurs économiques du secteur de commerce de détail. La totalité du prix du panier est fixé à 9 200 F CFP.

Publications

La note expresse n°82 « Tendances Conjoncturelles » est téléchargeable sur notre site internet : <http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/>

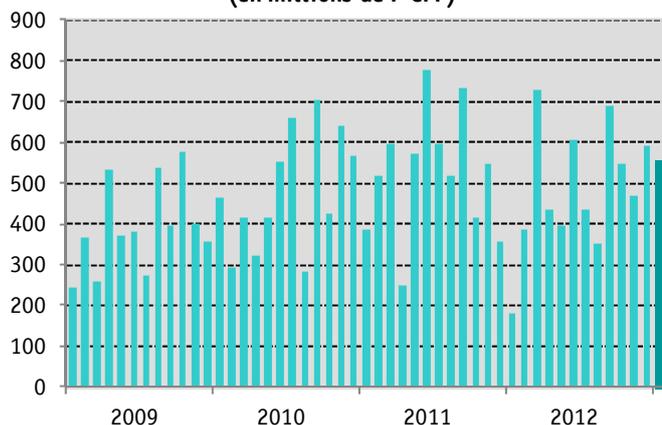
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4T 12	114,62	-	4,7%
SMIG mensuel en XPF		févr-13	87 400	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		sept-12	1 953	-	-4,7%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	janv-13	556	-6,0%	206,0%
	cumulées	janv-13	556	-	206,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-13	86	-18,6%	-7,3%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	févr-13	191	-	-6,9%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	févr-13	61	-	-22,3%

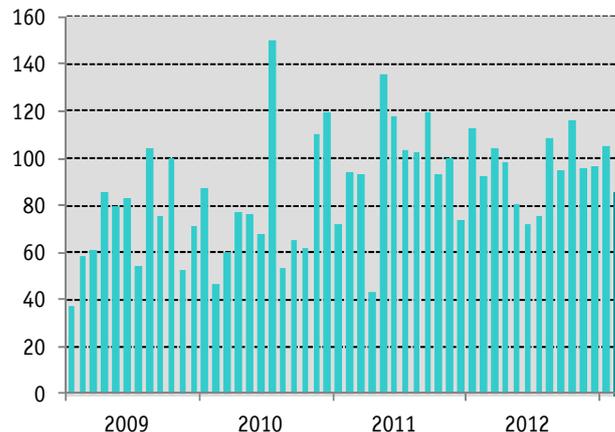
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-12	1 406	-13,9%	-13,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	févr-13	556	-4,8%	-7,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	févr-13	138	11,8%	1,7%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	janv-13	2 411	-21,3%	-18,0%
	cumulé	janv-13	2 411	-	-18,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	janv-13	952	-29,0%	-27,3%
	cumulé	janv-13	952	-	-27,3%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	févr-13	5	25,0%	0,0%
	cumulées	févr-13	9	-	28,6%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	févr-13	21	50,0%	40,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPF, Aviation civile

Importations
(en millions de F CFP)



Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)

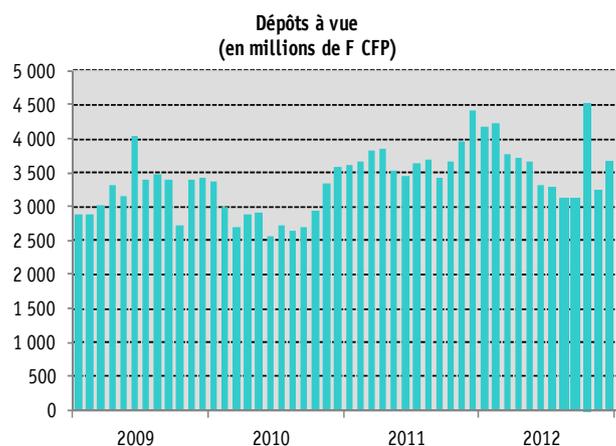
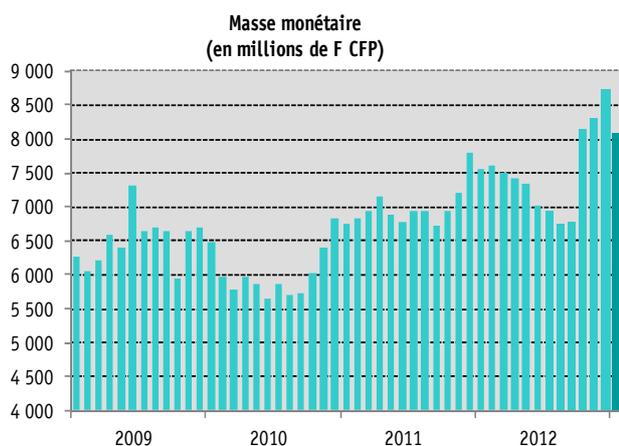


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Diminution de la masse monétaire

en millions de F CFP	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 094	2 142	2 099	-2,0%	0,2%
Dépôts à vue	4 179	3 662	3 105	-15,2%	-25,7%
Total M1	6 273	5 804	5 204	-10,3%	-17,0%
M2-M1	592	568	541	-4,6%	-8,5%
Total M3	7 563	8 731	8 096	-7,3%	7,0%

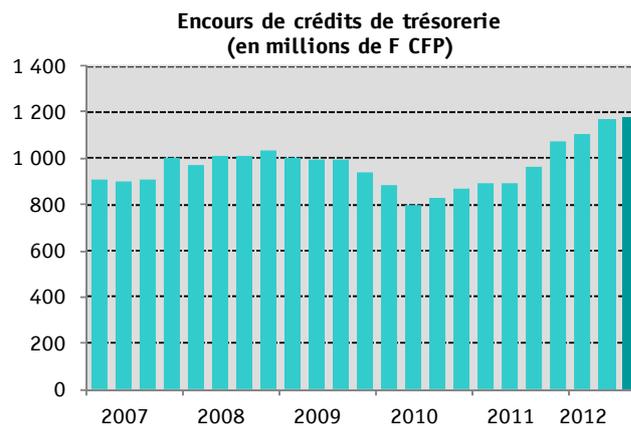
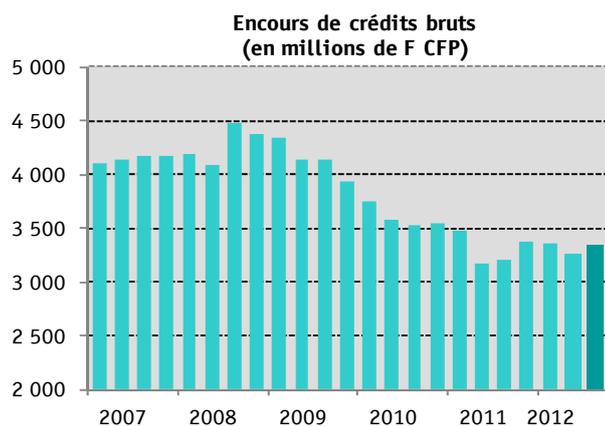


Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits à l'équipement*

en millions de F CFP	déc-10	déc-11	déc-12	▲/an
Crédits de trésorerie	872	1 075	1 168	8,7%
Crédits à l'équipement	1 249	1 116	2 366	112,1%
Crédits à l'habitat	363	422	498	18,1%
Autres crédits	268	221	338	52,5%
Total encours sain	2 751	2 833	4 370	54,2%
Créances douteuses brutes	792	547	492	-10,1%
Total encours brut	3 544	3 380	4 861	43,8%

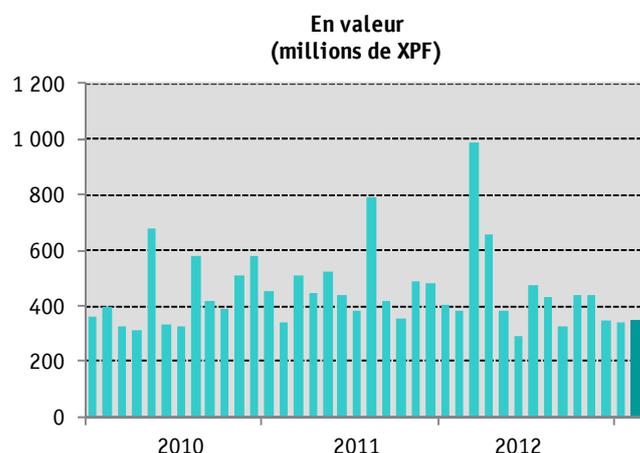
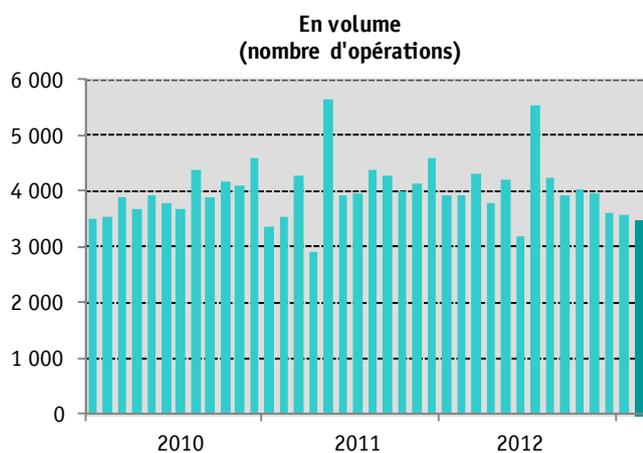
*Intégration des concours (1,09 milliards de F CFP) d'un établissement qui n'était pas repris antérieurement.



Compensation

Baisse des opérations de compensation

	févr-12	janv-13	févr-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 916	3 560	3 461	7 021	-2,8%	-11,6%
Compensation (en millions de CFP)	405	340	349	689	2,5%	-13,8%



Incidents bancaires

Régression incidents bancaires en début d'année

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	70	67	44	111	-34,3%	-37%
Retraits de cartes bancaires	0	6	2	8	-66,7%	-

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	413	403	389	-3,5%	-5,8%
- dont personnes physiques	402	392	378	-3,6%	-6,0%
- dont personnes morales	11	11	11	0,0%	0,0%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	35	43	43	0,0%	22,9%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	8	15	15	0,0%	87,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	108,55	114,40	-	5,4%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	11	11	11	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	janvier	33	15	82	452,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janvier	2	0	5	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	février	10	4	4	0,0%
Ménages					
emploi salarié (nb)	septembre	2 050	1 953	-	-4,7%
dont secteur privé	septembre	845	768	-	-9,1%
dont secteur public	septembre	1 205	1 185	-	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	février	486	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	397	402	378	-6,0%
décision retrait cartes bancaires	février	2	0	2	-
incidents paiements sur chèques	février	57	70	44	-37,1%
importations de produits alimentaires (M XPF)	janvier	109	11	181	1486,5%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janvier	64	22	67	201,4%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janvier	18	8	25	225,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	février	17	11	17	54,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	janvier	387	182	556	206,0%
exportations	janvier	-	-	-	-
recettes douanières	février	238	286	253	-11,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	février	166	205	191	-6,9%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	février	69	78	61	-22,3%
<u>Indicateurs financiers</u>					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	janvier	3 622	4 179	3 105	-25,7%
M1	janvier	5 658	6 273	5 204	-17,0%
M2	janvier	6 234	6 865	5 746	-16,3%
Dépôts à terme	janvier	516	698	2 350	236,7%
M3	janvier	6 750	7 563	8 096	7,0%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondus					
Ménages	décembre	1 357	1 561	-	15,1%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 073	1 191	-	11,0%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	283	370	-	30,6%
Entreprises	décembre	1 558	2 513	-	61,3%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	88	78	-	-12,1%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	1 264	2 126	-	68,2%
Collectivités locales	décembre	273	240	-	-12,2%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	67	42	-	-37,9%
créances douteuses brutes	décembre	547	484	-	-11,6%
taux de créances douteuses	décembre	14,4%	10,0%	-	-4,4 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	3 040	3 076	-	1,2%
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	946	963	-	1,9%
Sociétés	décembre	2 289	2 075	-	-9,3%
Autres agents	décembre	3 585	3 627	-	1,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/02/2013	31/01/2013	Var. M-1
EONIA	0,0660%	0,0800%	- 0,014 pt
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1210%	- 0,003 pt
EURIBOR 3 mois	0,2090%	0,2320%	- 0,023 pt
EURIBOR 6 mois	0,3340%	0,3780%	- 0,044 pt
EURIBOR 12 mois	0,5570%	0,6200%	- 0,063 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	28/02/2013	31/01/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0683%	0,0709%	- 0,003 pt
EURIBOR 1 mois	0,1200%	0,1120%	+ 0,008 pt
EURIBOR 3 mois	0,2240%	0,2040%	+ 0,020 pt
EURIBOR 6 mois	0,3630%	0,3430%	+ 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,5960%	0,5730%	+ 0,023 pt
TMO	2,4900%	2,3900%	+ 0,100 pt
TME	2,2900%	2,1900%	+ 0,100 pt
TRBOSP	2,5000%	2,3500%	+ 0,150 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012
taux JJ	0,150%	0,190%	0,100%	0,094%	0,086%	0,093%	0,460%	0,470%	0,470%
3 mois	0,420%	0,370%	0,415%	0,161%	0,167%	0,176%	0,600%	0,555%	0,570%
10 ans emprunts phares	1,890%	2,010%	1,740%	0,670%	0,760%	0,790%	1,970%	2,110%	1,840%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	12,19%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,24%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Prêts à taux variable	5,37%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts-relais	5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,89%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	18,95%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,49%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,8917	1 NZD/XPF	75,4786	1 HKD/XPF	11,7187	1 GBP/XPF	138,2755	
100 JPY/XPF	98,5643	1 AUD/XPF	93,1624	1 SGD/XPF	73,4937	100 VUV/XPF	97,0443	1 FJD/XPF	51,0139